

**Pays : Union des Comores**

<b>Titre du poste:</b>	Consultant (e) International chargé (e) de l'évaluation finale du projet « <i>Renforcement des Capacités d'adaptation et de résilience du secteur agricole aux Changements Climatiques aux Comores (CRCCA) PIMS 4926</i> »
<b>Durée:</b>	35 jours ouvrables
<b>Location:</b>	À l'aux Comores (25 jours) et à distance

Les propositions devront être déposées dans [https://jobs.undp.org/cj\\_view\\_job.cfm?job\\_id=87294](https://jobs.undp.org/cj_view_job.cfm?job_id=87294) au plus tard vendredi 27/09/2019.

Toute demande de clarification doit être adressée par écrit, ou par voie électronique ou par e-mail à [achats.km@undp.org](mailto:achats.km@undp.org). Le Service des Approvisionnements répondra par écrit ou par courrier électronique et enverra des copies de la réponse, y compris une explication de la requête sans identifier la source, à tous les soumissionnaires.

## 1. INTRODUCTION

Conformément aux politiques et procédures de suivi et d'évaluation du PNUD et du FEM, tous les projets de moyenne ou grande envergure soutenus par le PNUD et financés par le FEM doivent faire l'objet d'une évaluation finale à la fin de la mise en œuvre. Ces termes de référence (TOR) énoncent les attentes d'une évaluation finale (TE) du projet « *Renforcement des Capacités d'adaptation et de résilience du secteur agricole aux Changements Climatiques aux Comores (CRCCA) PIMS 4926* ».

Les éléments essentiels du projet à évaluer sont les suivants :

Titre du projet :		<b><i>Renforcement des Capacités d'adaptation et de résilience du secteur agricole aux Changements Climatiques aux Comores (CRCCA)</i></b>		
ID de projet du FEM :	4926		<i>à l'approbation (en millions USD)</i>	<i>à l'achèvement (en millions USD)</i>
ID de projet du PNUD :	00088026	Financement du FEM :	8 990 890	10 301 954
Pays :	Comores	Financement de l'agence d'exécution/agence de réalisation :	400 000	600 000
Région :	Afrique de l'Est	Gouvernement :	11 141 345	11 141 345

Domaine focal :	Changement climatique	Autre :		
Objectifs FA, (OP/SP) :		Cofinancement total :		
Agent d'exécution :		Coût total du projet :	10 390 890	10 590 890
Autres partenaires participant au projet :	Signature du DP (Date de début du projet) :			06mai 2014
	Date de clôture (opérationnelle) :	Proposé :	Jun 2018	Réel : Jun 2018

## 2. OBJECTIF et PORTE

L'Union des Comores fait partie des pays les moins avancés (PMA) avec un faible indice de développement humain. L'économie comorienne repose largement sur l'agriculture pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et pour l'ensemble de l'économie du pays. Le changement et la variabilité climatique présentent un certain nombre de risques pour le secteur agricole d'autant plus que les systèmes et techniques de production actuels exacerbent cette vulnérabilité. Ceci entraîne une réduction de la sécurité alimentaire, une dégradation de l'environnement et des risques d'aggravation de la pauvreté. Les institutions de soutien et d'appui à l'agriculture, les communautés d'agriculteurs ainsi que les entreprises du secteur agricole de l'Union des Comores ont à l'heure actuelle un faible niveau de connaissance des risques liés aux changements climatiques. Ils ont aussi une faible capacité d'amélioration de la résilience du secteur agricole aux changements climatiques et à la variabilité climatique.

Le projet « Renforcement des capacités d'adaptation et de résilience du secteur agricole face aux changements climatiques en Union des Comores (CRCCA) » a été conçu pour accompagner l'union des Comores dans le renforcement des capacités en vue de réduire la vulnérabilité des systèmes agricoles aux changements climatiques et à la variabilité climatique.

Le projet a été financé par le FEM/GEF (Fonds pour l'Environnement Mondial) sur le guichet LDCF (Fonds pour les PMA), le PNUD et le Gouvernement comorien à hauteur de 9.390.890 USD. Il a été conçu en premier lieu, pour correspondre avec les priorités et les stratégies nationales. Cette initiative est également compatible avec les stratégies et principes d'action du PNUD et du Fond pour les PMA, s'appuyant sur les bases existantes et sur des projets à visée de développement, afin d'augmenter la capacité d'adaptation aux changements climatiques du secteur agricole.

Le projet contribue à améliorer les compétences d'agences clefs dans le domaine agricole ainsi que des communautés d'agriculteurs vulnérables sur chaque île. Le fond soutient également le pays pour insérer l'examen des risques liés aux changements climatiques et les approches adaptatives dans les stratégies pertinentes à l'échelle insulaire et nationale et aide les agences à travailler ensemble à la mise en œuvre de ces approches stratégiques à travers une approche intégrée.

L'agro-météorologie est l'un des domaines clefs pour le renforcement des compétences. Le projet aide l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACM) à renforcer le service météorologique national. L'objectif est de mettre en place un système agro-météorologique simple qui fournira des informations clefs aux institutions et aux agriculteurs afin de leur permettre d'adapter leurs pratiques aux changements climatiques. Au niveau local, le projet va aider les agriculteurs et les agences à construire des capacités d'adaptation pour une meilleure résilience aux changements climatiques et à la variabilité climatique.

Le projet CRCCA intervient dans six zones identifiées comme hautement vulnérables qui sont :

- Bandasamlini-Hamalengo et Sidju-Idjikundzi pour Ngazidja
- Lingoni-Pomoni et Nioumakele pour Ndzuanani
- Fomboni-Mbatse-Hoani et Djando pour Mwali.

Au total, le projet compte 13 produits attendus repartis sur 3 effets (Outcome) qui sont:

---

**Effet 1 : Les institutions du secteur agricole disposent d'un cadre stratégique consolidé et de capacités renforcées qui leur permettent d'appuyer de manière efficace la résilience du secteur au changement et à la variabilité climatiques**

---

**Produit 1.1.** Les cadres stratégiques existants aux niveaux national et insulaire intègrent l'évaluation des risques liés aux changements climatiques dans le secteur de l'agriculture, y compris des cibles et approches appropriés en vue de renforcer la résilience

---

**Produit 1.2.** Les institutions de gestion et d'appui agricoles sont dotées des connaissances et des capacités en vue de réduire la vulnérabilité des systèmes de production agricole au changement et à la variabilité climatiques

---

**Produit 1.3.** Des mécanismes de coordination pour la réduction de la vulnérabilité du secteur agricole aux changements climatiques sont fonctionnels

---

**Produit 1.4.** Les agences nationales et insulaires de l'Agriculture participent à des partenariats avec les réseaux et mécanismes régionaux /internationaux

---

**Effet 2 : L'union des Comores a mis en place un système agro météorologique opérationnel, dans lequel les données météorologiques recueillies auprès des sites choisis dans chacune des trois îles sont enregistrées, présentées sous forme d'avis agricoles et utilisées par les réseaux d'appui à l'agriculture et les communautés agricoles vulnérables en vue de réduire la vulnérabilité aux changements climatiques et à la variabilité climatique.**

---

**Produit 2.1.** Un système adapté est en place pour collecter, rassembler, interpréter, stocker et diffuser les données sur les conditions agro-météorologiques pertinentes pour l'adaptation au changement et aux aléas climatiques

---

**Produit 2.2.** Les capacités du personnel du Service météorologique comorien sont renforcées leur permettant de soutenir la production des conseils agricoles visant à renforcer la résilience dans le secteur

---

**Produit 2.3.** Le système agro-météorologique permet de développer et diffuser des produits utilisables au niveau de la vulgarisation agricole et d'intégrer les données agro-météorologiques à l'appui conseil agricole

---

**Effet 3 : Des pratiques agricoles résilientes au climat sont adoptées et promues grâce à des partenariats entre les structures d'encadrement agricoles, y compris les CRDE, les ONGs, les OCBs et le secteur privé dans les six sites vulnérables sur la µGrande Comore, à Anjouan et à Mohéli ; et les principales chaînes de valeurs agricoles / principaux produits agricoles de l'Union des Comores sont plus résilients aux changements climatiques**

---

**Produit 3.1.** Un système participatif est en place pour assurer la dissémination de techniques et pratiques agricoles et d'élevage reproductibles augmentant la résilience des systèmes de production au changement et à la variabilité climatiques dans les 6 régions pilotes

---

---

**Produit 3.2** .Des Infrastructures communautaires durables et reproductibles sont établies pour lutter contre l'érosion, collecter l'eau de pluie et permettre la micro irrigation sur des sites appropriés

---

**Produit 3.3**. Les CRDE facilitent des partenariats permettant de fournir des services de vulgarisation et d'appui pour l'adaptation aux changements climatiques des systèmes de production vulnérables sur l'ensemble des sites du projet

---

**Produit 3.4**. Des initiatives pilotes sont mises en place dans le cadre de partenariats pour assurer la fourniture d'intrants, équipements et services nécessaires pour la multiplication des techniques d'adaptation

---

**Produit 3.5** .Des alternatives viables ont été identifiées à l'utilisation du bois de chauffe pour la distillation d'ylang-ylang

---

**Produit 3.6**. Les conditions pour la mise en place d'un système de certification verte inclusive aux Comores ont été définies et pilotées sur des filières retenues

---

L'évaluation finale sera menée conformément aux directives, règles et procédures établies par le PNUD et le FEM comme l'indique les directives d'évaluation du PNUD pour les projets financés par le FEM.

Les objectifs de l'évaluation consistent à apprécier la réalisation des objectifs du projet et à tirer des enseignements qui peuvent améliorer la durabilité des avantages de ce projet et favoriser l'amélioration globale des programmes du PNUD.

### 3. TACHES ET RESPONSABILITES

#### a. Approches et méthode d'évaluation

Une approche et une méthode globales<sup>1</sup> pour la réalisation des évaluations finales de projets soutenus par le PNUD et financés par le FEM se sont développées au fil du temps. L'évaluateur doit articuler les efforts d'évaluation autour des critères de **pertinence, d'efficacité, d'efficience, de durabilité et d'impact**, comme défini et expliqué dans les directives du PNUD pour la réalisation des évaluations finales des projets soutenus par le PNUD et financés par le FEM. Une série de questions couvrant chacun de ces critères ont été rédigées et sont incluses dans ces termes de référence (*Annexe C*). L'évaluateur doit modifier, remplir et soumettre ce tableau dans le cadre d'un rapport initial d'évaluation et le joindre au rapport final en annexe.

L'évaluation doit fournir des informations factuelles qui sont crédibles, fiables et utiles. L'évaluateur doit adopter une approche participative et consultative garantissant une collaboration étroite avec les homologues du gouvernement, en particulier avec le point focal opérationnel du FEM, le bureau de pays du PNUD, l'équipe chargée du projet, le conseiller technique du PNUD-FEM basé dans la région et les principales parties prenantes. L'évaluateur devrait effectuer une mission sur le terrain dans les 6 sites du projet. Les entretiens auront lieu au minimum avec les organisations et les particuliers suivants :

- Le Secrétaire Général du ministère de la production
- Le Directeur National du projet

---

<sup>1</sup> Pour de plus amples informations sur les méthodes, lire le chapitre 7 du [Guide de la planification, du suivi et de l'évaluation axés sur les résultats de développement](#), à la page 163

- Le PNUD
- La Direction Nationale des Stratégies agricoles et de l'élevage (DNSAE)
- L'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la météorologie (ANACM)
- Les 6 Centres ruraux de Développement économique (CRDE) appuyés par le projet (CRDE Dibwani-Hamalengo, CRDE Sidjou, CRDE Mremani, CRDE Pomoni, CRDE Mibani et CRDE Fomboni)
- Les Directions de la production des îles de Ngazidja, Ndzواني, et Mwali
- Le point focal opérationnel du GEF
- Les groupements agricoles

L'évaluateur passera en revue toutes les sources pertinentes d'information, telles que le descriptif de projet, la situation de référence du projet, les rapports de projet, notamment le rapport de l'examen à mi-parcours et les autres rapports, les révisions budgétaires du projet, les rapports sur l'état d'avancement, les outils de suivi du domaine focal du FEM, les dossiers du projet, les documents stratégiques et juridiques nationaux et tous les autres documents que l'évaluateur juge utiles pour cette évaluation fondée sur les faits. Une liste des documents que l'équipe chargée du projet fournira à l'évaluateur aux fins d'examen est jointe à l'[annexe B](#) des présents termes de référence.

#### b. Critères d'évaluation et notation

Une évaluation de la performance du projet, basée sur les attentes énoncées dans le cadre logique/cadre de résultats du projet (voir [annexe A](#)) qui offre des indicateurs de performance et d'impact dans le cadre de la mise en œuvre du projet ainsi que les moyens de vérification correspondants, sera réalisée. L'évaluation portera au moins sur les critères de **pertinence, efficacité, efficience et durabilité**. Des notations doivent être fournies par rapport aux critères de performance suivants. Le tableau rempli doit être joint au résumé d'évaluation.

Critères	Notation
<b>1 Suivi et évaluation</b>	<i>Très satisfaisant (TS), Satisfaisant (S), Moyennement satisfaisant (MS), Moyennement, insatisfaisant (MI), Insatisfaisant (I), Très insatisfaisant (TI)</i>
Qualité globale du suivi et de l'évaluation	
Mise en place du suivi et de l'évaluation au démarrage du projet	
Mise en œuvre du cadre de suivi et d'évaluation	
<b>Exécution par l'organisme d'exécution et l'organisme de mise en œuvre</b>	<b>Très satisfaisant (TS), Satisfaisant (S), Moyennement satisfaisant (MS), Moyennement, insatisfaisant (MI), Insatisfaisant (I), Très insatisfaisant (TI)</b>
Qualité de la mise en œuvre par le PNUD	
Qualité de l'exécution : DNSAE	
Qualité globale de la mise en œuvre et de l'exécution	



• Soutien en nature								
• Autre								
Totaux								

#### d. Intégration

Les projets financés par le PNUD et soutenus par le PNUD sont des éléments clés du programme de pays du PNUD, ainsi que des programmes régionaux et mondiaux. L'évaluation portera sur la mesure dans laquelle le projet a été intégré avec succès dans les priorités du PNUD, y compris l'adaptation de communautés aux changements climatiques.

#### e. Impact.

Les évaluateurs apprécieront dans quelle mesure le projet atteint des impacts ou progresse vers la réalisation de ceux-ci. Parmi les principales conclusions des évaluations doit figurer ce qui suit : le projet a-t-il démontré: a) des progrès vérifiables dans l'état écologique, b) des réductions vérifiables de stress sur les systèmes écologiques, ou c) des progrès notables vers ces réductions d'impact

#### f. Conclusion et recommandations

Le rapport d'évaluation doit inclure un chapitre proposant un ensemble de conclusions, de recommandations et d'enseignements.

#### g. Modalité de mise en œuvre

La responsabilité principale de la gestion de cette évaluation revient au bureau de pays du PNUD-Comores. Le bureau pays du PNUD -Comores contactera les évaluateurs en vue de garantir le versement en temps opportun des indemnités journalières à l'équipe d'évaluation et de finaliser les modalités de voyage de celle-ci dans le pays. L'équipe de projet sera chargée d'assurer la liaison avec l'équipe d'évaluateurs afin d'organiser des entretiens avec les parties prenantes et des visites sur le terrain, ainsi que la coordination avec le gouvernement, etc.

## 4. LIVRABLES

Les éléments suivants sont attendus de l'équipe d'évaluation :

Produits livrables	Table des matières	Durée	Responsabilités
<b>Rapport initial</b>	L'évaluateur apporte des précisions sur le calendrier et la méthode	Au plus tard deux semaines avant la mission d'évaluation.	L'évaluateur envoie au BP du PNUD
<b>Présentation</b>	Conclusions initiales	Fin de la mission d'évaluation	À la direction du projet, BP du PNUD

<b>Projet de rapport final</b>	Rapport complet, (selon le modèle joint) avec les annexes	Dans un délai de trois semaines suivant la mission d'évaluation	Envoyé au BP, examiné par le CTR, le service de coordination du programme et les PFO du FEM
<b>Rapport final*</b>	Rapport révisé	Dans un délai d'une semaine suivant la réception des commentaires du PNUD sur le projet	Envoyé au BP aux fins de téléchargement sur le site du CGELE du PNUD.

\*Lors de la présentation du rapport final d'évaluation, l'évaluateur est également tenu de fournir une « piste d'audit », expliquant en détail la façon dont les commentaires reçus ont (et n'ont pas) été traités dans ledit rapport.

## 5. COMPOSITION DE L'ÉQUIPE DE L'ÉVALUATION

L'équipe d'évaluation sera composée de *1 évaluateur international / 1 évaluateur national*). Les consultants doivent disposer d'une expérience antérieure dans l'évaluation de projets similaires. Une expérience des projets financés par le FEM est un avantage. Le consultant international sera désigné comme chef d'équipe et sera chargé de finaliser le rapport. Les évaluateurs sélectionnés ne doivent pas avoir participé à la préparation ou à la mise en œuvre du projet et ne doivent pas avoir de conflit d'intérêts avec les activités liées au projet.

## 6. EXPERIENCES et QUALIFICATIONS

Le/La consultant (e) international (e) sélectionné (e) devra démontrer des capacités et des expériences antérieures pour exercer cette nature; pour mener à terme des tâches similaires; ainsi que la disponibilité immédiate pour entreprendre les tâches dans les délais limités. On s'attend à ce qu'il effectue ces tâches avec le plus haut degré de responsabilisation de manière transparente, habile et objective. En outre, engagez tous les partenaires clés dans le processus de consultation. En outre, les qualités et compétences suivantes sont requises:

- Diplôme universitaire niveau BAC +4 au minimum en gestion de projet, Sciences sociales, environnement , agriculture ou domaine similaire.
- 10 ans minimum d'expérience professionnelle pertinente, au moins 5 ans d'expérience antérieure dans les méthodologies de suivi et d'évaluation axées sur les résultats ;
- Avoir déjà réalisé une évaluation finale de projet (une expérience avec des projets PNUD serait un atout)
- Expérience professionnelle dans les pays en développement Connaissance avérée des questions liées au genre et expérience dans l'évaluation et l'analyse tenant compte du genre
- une connaissance du PNUD et du FEM ;

- Une forte capacité de planification stratégique, de gestion et de rapportage axés sur les résultats
- Connaissances dans le domaine de l'agriculture et des changements climatiques
- Avoir une aptitude à communiquer efficacement pour s'engager sur des informations techniques complexes à l'audience générale.

**Les candidatures féminines sont encouragées**

## **7. CODE DE DEONTOLOGIE DE L'ÉVALUATEUR**

Les consultants en évaluation sont tenus de respecter les normes éthiques les plus élevées et doivent signer un code de conduite (voir Annexe E) à l'acceptation de la mission. Les évaluations du PNUD sont menées en conformité avec les principes énoncés dans les [« Directives éthiques de l'UNEG pour les évaluations »](#)

## **8. DOCUMENTS A JOINDRE LORS DE LA SOUMISSION DES PROPOSITIONS.**

Les Consultants intéressés doivent soumettre un dossier comprenant deux propositions (technique et financière) et comprenant les documents / informations suivantes pour justifier leurs qualifications :

### **a. Proposition technique :**

- Un CV avec l'indication claire du nom, la date de naissance, les qualifications académiques, les compétences et l'expérience professionnelle (4-5 pages), y compris l'expérience passée dans des projets similaires et au moins 3 références avec les adresses email, et expliquant pourquoi il/elle est le plus approprié pour le travail.
- Fournir une brève méthodologie sur la façon dont ils vont aborder et mener le travail;
- Un plan de travail détaillé, avec des dates de début et de fin pour chaque action et délai indicatif pour toutes les tâches et les livrables (3-4 pages);
- Un formulaire P11 des Nations Unies dûment rempli. Ce formulaire est téléchargeable à [http://sas.undp.org/Documents/P11\\_personal\\_history\\_form.doc](http://sas.undp.org/Documents/P11_personal_history_form.doc).

### **b. Proposition financière**

La proposition financière doit spécifier un montant forfaitaire total et des conditions de paiement autour de livrables spécifiques et mesurables (qualitatifs et quantitatifs). Afin d'aider à effectuer une comparaison des propositions financières, la proposition financière comprendra une ventilation de ce montant forfaitaire.

Dans le cas des voyages internationaux et inter îles, le paiement des frais de voyage, y compris les billets, l'hébergement et les frais de terminal seront pris en charge par le PNUD, conformément aux règles et procédures du PNUD.

## **9. EVALUATION**

Les candidats seront sélectionnés sur dossiers sur la base d'une note technique (basée sur des éléments contenus dans le CV et la lettre de motivation) et de leurs offres financières.

Le tableau ci-dessous fixe les critères pour l'évaluation technique, la note maximale afférant à chaque critère et la note éliminatoire attachée à chaque critère.

Les propositions seront évaluées selon la méthodologie du score combiné (proposition technique : 70 points et proposition financière : 30 points).

### **Evaluation technique : 70 points**

<b>Qualifications techniques et expérience:</b>	<b>Points</b>
Être titulaire d'un diplôme universitaire niveau BAC +4 au minimum en gestion de projet, Sciences sociales, environnement , agriculture ou domaine similaire.	<b>14</b>
Avoir une expérience d'au moins 5 ans d'expérience antérieure sur les évaluations de projet/programme et les méthodologies de suivi et d'évaluation axées sur les résultats	<b>36</b>
Avoir au moins 10 ans d'expérience éprouvée dans le domaine concerné.	<b>29</b>
Avoir des connaissances des enjeux et priorités de développement de l'Union des Comores dans les domaines de l'agriculture et du changement climatique	<b>21</b>
<b>Total</b>	<b>100</b>

**Seuls les candidats qui auront obtenu 70% du total des points seront considérés pour l'évaluation financière.**

### **Evaluation financière : 30 points**

La proposition financière la plus basse recevra le maximum de points (30pts).  
Les autres propositions seront évaluées suivant la formule ci-après :

*$[30 \text{ Points}] \times [\text{Prix le plus bas US\$}] / [\text{Prix en US\$ offert}] = \text{Points attribués au prix de l'autre soumissionnaire.}$*

## **10. Modalités de paiement**

Le paiement sera effectué en quatre versements et comme suit :

- 20% à la signature du contrat et après validation de la note méthodologique et calendrier d'exécution de la mission;

- 40% Suite à la présentation et l'approbation du 1<sup>er</sup> projet de rapport d'évaluation finale
- 40% Suite à la présentation et l'approbation (par le BP et le CTR du PNUD) du rapport d'évaluation finale définitif (après intégration des commentaires).

**ANNEXE A : CADRE LOGIQUE DU PROJET**

Stratégie du Projet	Indicateur Objectivement Vérifiable (IOV)	Code AMAT et PNUD si applicable	Situation de référence	Objectif intermédiaire	Objectif final	Moyens de vérification (MDV)	Risques et Hypothèses
<p><b>Objectif Général du projet : L'Union des Comores dispose de capacités, d'outils et de technologies pour réduire la vulnérabilité des systèmes agricoles de Mohéli, de Grande Comore et d'Anjouan au changement climatique et à la variabilité climatique</b></p>	<p>0.1. Niveau d'amélioration des capacités des institutions cibles du secteur agricole à appuyer l'adaptation au changement climatique</p>	<p>AMAT 2.2.2 - <i>Capacity perception index</i></p>	<p>Les capacités des agents à appuyer l'adaptation au changement climatique ne sont pas encore développées dans les institutions cibles : l'INRAPE, UDC, ANACM, CRDE, DNSAE, Commissariat</p>	<p>Elaboration d'un plan de formation pour chaque institution cible</p>	<p>Les capacités de l'INRAPE, UDC, ANACM, CRDE, DNSAE, Commissariat sont renforcées et passent du niveau 1 aux niveaux 2, 3, 4, ou 5 de l'indice de capacités selon les institutions en ce qui concerne les capacités du personnel</p>	<p>Documents de planification et rapports des agences Rapports de formation du projet Documents de constitution et compte-rendu des comités</p>	<p><i>Risques :</i> Lenteur au niveau institutionnel et décisionnel</p> <p>Manque de moyens financiers et humains pour intégration de CC dans les politiques publiques</p> <p><i>Hypothèses</i> Toutes les institutions ciblées participent au processus</p> <p>Processus de révision des Stratégies existantes en cours</p> <p>Traduction des stratégies en plan d'action opérationnel</p>
	<p>0.2 L'existence d'un cadre de production et de diffusion d'informations agro-météorologiques</p>		<p>Il n'existe pas de cadre de production et de diffusion d'informations agro-météorologiques au démarrage du projet</p>	<p>Plan de production d'information et de diffusion d'information agro-météorologique développé</p>	<p>Un système de production et de diffusion d'information agro-météorologique est opérationnel</p>	<p>Rapports SMC et CRDE ; Rapports d'évaluation à mi parcours ;</p>	<p><i>Hypothèses</i> formation effective en agro-météorologie des techniciens et des cadres</p>

						Rapport d'évaluation finale	Les techniciens formés restent au sein de l'Unité agro-météorologique créée  ressources humaines et experts disponibles pour mener à bien cette tâche
	0.3 Nombre d'institutions cibles du secteur agricole qui mettent en œuvre des mesures d'adaptation au CC	AMAT 2.2.1 N° and type of targeted institutions with increased adaptive capacity to minimize exposure to climate variability (describe number and type); 1.1.1 Adaptation actions implemented in national /sub-regional development frameworks (N° and type); 1.1.2 For each action listed under Indicator 1.1, indicate which ones include adaptation budget allocation and targets ( yes/no)	DNSAE (activités de défense et restauration des sols (cf. tableau 3)  Commissariat à la production de la Grande Comore (activités de résilience au CC) (cf. tableau 3)	Toutes les institutions cibles (l'INRAPE, UDC, ANACM, CRDE, DNSAE, et, les Commissariats à la Production des 3 îles) ont des activités d'adaptation	Toutes les institutions cibles (l'INRAPE, UDC, ANACM, CRDE, DNSAE, et, les Commissariats à la Production des 3 îles) ont des activités d'adaptation	Documents de planification ; rapports des agences ; rapports de formation du projet ; Documents de constitution et compte-rendu des comités	<i>Risques :</i> Lenteur au niveau institutionnel et décisionnel  Manque de moyens financiers et humains pour intégration de CC dans les politiques publiques  <i>Hypothèses</i> Toutes les institutions ciblées participent au processus  Processus de révision des Stratégies existantes en cours  Traduction des stratégies en plan d'action opérationnel
<b>Effet 1 = objectif spécifique : Les institutions du secteur agricole</b>	1.1 Nombre de plans d'action qui incluent des cibles et des approches en matière d'adaptation au	AMAT 1.1.1 Adaptation actions implemented in national /sub-	les 6 plans d'action cibles sont ceux de : SCA2D, stratégie nationale agricole, ANACM et 3 commissariats	Intégration du CC dans les 6 plans d'action cibles.	Intégration du CC dans les 6 plans d'action cibles.	Documents de planification stratégique ; Rapports	<i>Risques:</i> Lenteur au niveau institutionnel et décisionnel

<p><b>disposent d'un cadre stratégique consolidé et de capacités renforcées qui leur permettent d'appuyer de manière efficace la résilience du secteur au changement et à la variabilité climatiques</b></p>	<p>niveau national et régional en vue de réduire la vulnérabilité des systèmes agricoles</p>	<p><i>regional development frameworks (N° and type); 1.1.2 For each action listed under Indicator 1.1, indicate which ones include adaptation budget allocation and targets ( yes/no)</i></p>				<p>d'activité et Budgets annuels</p>	<p>Manque de moyens financiers et humains pour intégration de CC dans les politiques publiques</p> <p><i>Hypothèses :</i> Toutes les institutions ciblées participent au processus</p> <p>Processus de révision des Stratégies existantes en cours</p> <p>Traduction des stratégies en plan d'action opérationnel</p> <p>Toutes les institutions ciblées ont un système de planification</p>
	<p>1.2 Nombre de cadres et techniciens sensibilisés, formés sur l'adaptation (données désagrégées par niveau de capacités, agence ciblée et par sexe)</p>	<p><i>AMAT : 2.2.1 capacity perception index</i></p>	<p>Il n'existe pas de cadres spécialistes de l'adaptation dans les institutions cibles (DNSAE, 3 Commissariat, ANACM, 6 CRDE)</p>	<p>Toutes les institutions cibles ont au moins deux cadres ayant atteint un niveau 2 de <i>l'indice des capacités</i></p>	<p>Toutes les institutions cibles ont au moins deux cadres ayant atteint un niveau de capacité allant de 3 à 5 de <i>l'indice des capacités</i> selon les institutions</p>	<p>Rapports d'ateliers, séminaires, cours de formation, séances pratiques, voyage à l'étranger etc. ; rapports de formation, entretiens avec responsables</p>	<p><i>Risques:</i> Lentement au niveau institutionnel et décisionnel</p> <p>Manque de moyens financiers et humains pour l'intégration de CC dans les politiques publiques</p> <p><i>Hypothèses:</i> Toutes les institutions ciblées participent au processus</p>

	<p>1.3 Nombre des mécanismes fonctionnels de coordination de l'intégration du CC dans le développement agricole aux niveaux national et insulaires</p>		<p>Il n'existe pas de mécanisme de coordination au démarrage du projet</p>	<p>identification et mise en œuvre des mécanismes de coordination</p>	<p>Au sein de la liste des mécanismes prévus (Comités au niveau des îles, coordination nationale, comités de pilotage des CRDE.)- selon des critères définis par l'étude</p> <p>au moins 2 mécanismes sont jugés fonctionnels selon les critères définis par l'étude et ont donné lieu à des mesures et des actions</p>	<p>Principaux résultats de l'étude sur le ciblage des mécanismes prévus ; rapports d'activités du projet et comités de pilotage ; entrevues avec responsables</p>	<p><i>Risques:</i> Inertie institutionnelle face aux recommandations et actions préconisées par l'étude</p> <p>Manque de communication entre les différents niveaux de coordination</p> <p><i>Hypothèses:</i> Toutes les institutions ciblées participent au processus</p> <p>Etude sur les mécanismes de coordination achevée</p>
<p>Produit 1.1 Les cadres stratégiques existant aux niveaux national et insulaire intègrent l'évaluation des risques liés au changement climatique dans le secteur de l'agriculture, y compris des cibles et approches appropriés en vue de renforcer la résilience</p>	<p>1.1.1 Liste des actions mises en place par institution pour chacune des institutions cibles du secteur agricole, et qui permettent d'accroître la résilience du secteur agricole (avec indication de budget et cibles si disponible)</p>	<p>SCA2D: P2-SP3 AMAT : <i>1.1.1 Adaptation actions implemented in national/sub-regional development frameworks</i> <i>Number and type</i> <i>1.1.2 For each action listed under Indicator 1.1.1, indicate which ones include adaptation budget allocation and targets ; Yes =Y, No=N</i></p>	<p>Activités d'adaptation au sein de la DNSAE et du Commissariat de la Grande Comore en cours de réalisation.</p>	<p>Toutes les institutions cibles ont intégré effectivement des actions d'adaptation</p>	<p>Toutes les institutions cibles ont intégré effectivement des actions d'adaptation</p>	<p>document de planification stratégique ; budget annuel ; rapport d'activités</p>	<p><i>Risques :</i> Lenteur au niveau institutionnel et décisionnel</p> <p>Manque de moyens financiers et humains pour intégration de CC dans les politiques publiques</p> <p><i>Hypothèses :</i> Toutes les institutions ciblées participent au processus</p> <p>Processus de révision des Stratégies existantes en cours</p>

							Traduction des stratégies en plan d'action opérationnel
1.2 Les institutions de gestion et d'appui agricoles sont dotées des connaissances et des capacités en vue de réduire la vulnérabilité des systèmes de production agricole au changement et à la variabilité climatiques	1.2.1 Nombre de cadres et techniciens sensibilisés, formés et capables de transférer des connaissances sur l'adaptation (données désagrégées par niveau de capacités, agence ciblée et par sexe)	AMAT : 2.2.2 <i>Capacity perception index</i>	Il n'existe pas de cadres spécialistes de l'adaptation dans les institutions cibles (DNSAE, 3 Commissariat, ANACM, 6 CRDE) capables de transférer des connaissances sur l'adaptation	Toutes les institutions cibles ont au moins deux cadres ayant atteint un niveau 2 de <i>l'indice des capacités</i>	Toutes les institutions cibles ont au moins deux cadres ayant atteint un niveau allant de 3 à 5 de <i>l'indice des capacités</i> selon les institutions	Rapports d'ateliers, séminaires, cours de formation, séances pratiques, voyage à l'étranger etc. ; rapports de formation, entrevues avec responsables	<i>Risques:</i> Lenteur au niveau institutionnel et décisionnel  Manque de moyens financiers et humains pour l'intégration de CC dans les politiques publiques  <i>Hypothèses:</i> Toutes les institutions ciblées participent au processus
1.3 Des mécanismes de coordination pour la réduction de la vulnérabilité du secteur agricole au changement climatique sont fonctionnels	1.3.1 Mise en place de mécanismes de coordination		Il n'existe pas de mécanisme de coordination au démarrage du projet	Ciblage des mécanismes prévus (Comités techniques au niveau des îles, coordination nationale, comités de pilotage des CRDE.) et identification des mécanismes de coordination	Liste des mécanismes prévus (Comités au niveau des îles, coordination nationale, comités de pilotage des CRDE) et mise en œuvre des mécanismes de coordination	Documents de constitution, Rapports de réunions	<i>Risques:</i> Inertie institutionnelle face aux recommandations et actions préconisées par l'étude  Manque de communication entre les différents niveaux de coordination  <i>Hypothèses:</i> Toutes les institutions ciblées participent au processus  Etude sur les mécanismes de coordination achevée
1.4 Les agences nationales et insulaires de	1.4.1 niveau de participation dans les forums /réseaux		Liste des réseaux pertinents accessibles au moment du démarrage du projet	Réseaux prioritaires accessibles à	Niveau de participation aux réseaux objectif:	Questionnaire annuel auprès des	<i>Hypothèses</i> Appui efficace du PNUD

l'Agriculture participent à des partenariats avec les réseaux et mécanismes régionaux /internationaux <sup>2</sup>	internationaux d'adaptation (réseaux régionaux; continentaux et internationaux et les réseaux internationaux sur le climat) -0= pas participation; 1= assez bon (égal à 1); 2= bon (2); 3= très bon (supérieur à 2)		Niveau jugé : pas de réseaux actuellement car aucune connexion avec des réseaux existants mis à part l'ACNAM qui fait partie de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) ( cf. para80)	l'ensemble des institutions cibles (cibles = passer de 1 à 2)	Niveau 2) pour toutes les agences nationales et insulaires	fonctionnaires responsables	Toutes les institutions ciblées participent au processus et ont des équipements opérationnels (dont notamment l'accès à internet)  Au niveau institutionnel, une personne est désignée comme responsable de collecte d'information et de participation aux réseaux
	1.4.2 niveau d'accès par les institutions cibles du secteur agricole à des informations sur l'adaptation du CC et des ressources : mauvais = 1 ; bon= 2 ; très bon = 3(qualitatif, jugement des institutions elles mêmes)		Au démarrage du projet les institutions n'ont pas accès à des informations sur l'adaptation du CC sur les réseaux		Les institutions ciblées ont accès à des informations sur l'adaptation du CC et des ressources (cibles= passer de 1 à 2)  Pas de cible intermédiaire mais un objectif final niveau 2	Rapports d'activités des institutions et entretiens avec responsables	<i>Hypothèses</i> Appui efficace du PNUD  Toutes les institutions ciblées participent au processus et ont des équipements opérationnels (dont notamment l'accès à internet)  Au niveau institutionnel, une personne est désignée comme responsable de collecte d'information et de participation aux réseaux
<b>Effet 2 : L'union des Comores a mis en place un système</b>	2.1. Niveau d'amélioration des capacités du Service	AMAT - 2.2.2 <i>Capacity perception index</i>	Le Service agro-météorologique n'existe pas au démarrage du projet en	Le service météorologique est mis en place	Les capacités du SMC sont renforcées et	Rapports du SMC et CRDE ;	<i>Hypothèses</i>

<sup>2</sup> para 242 PRODOC- Stratégies/programmes régionaux et internationaux : Programme d'adaptation et d'atténuation de la région COMESA-EAC-SADC COI (adaptation CC, genre, sécurité alimentaire); le réseau africain de connaissance sur le CC (AAKNet); programme ClimDev-Africa ; Initiative régionale pour l'Agro-écologie et le changement climatique ; portail régional Océan Indien Biodiversité & Agriculture; Alliance Mondiale sur le Changement climatique ; Centre Africain sur les applications météorologiques pour le Développement (ACMAD)

<p><b>agro-météorologique opérationnel, dans lequel les données météorologiques recueillies auprès des sites choisis dans chacune des trois îles sont enregistrées, présentées sous forme d'avis agricoles et utilisées par les réseaux d'appui à l'agriculture et les communautés agricoles vulnérables en vue de réduire la vulnérabilité au changement climatique et à la variabilité climatique.</b></p>	<p>météorologique comorien pour la production des produits agro-météorologiques visant à renforcer la résilience dans le secteur</p>		<p>conséquence il n' y a pas de capacité de production des produits agro-météorologiques au démarrage du projet</p>		<p>passent du niveau 1 aux niveaux 2, 3, 4 ou 5 de l'indice des capacités au niveau du personnel et selon le type de personnel.</p>	<p>Rapports d'évaluation à mi parcours ; Rapport d'évaluation finale</p>	<p>formation effective en agro-météorologie des techniciens et des cadres</p> <p>Les techniciens formés restent au sein de l'Unité agro-météorologique créée</p> <p>ressources humaines et experts disponibles pour mener à bien cette tâche</p>
	<p>2.2 Nombre de produits agro-météorologiques produits et diffusés vers les agriculteurs des zones cibles durant la période de référence et couverture en nombre d'utilisateurs</p>		<p>Pas de produit diffusé (bulletin d'information, avis d'alerte précoce) au démarrage du projet</p>		<p>Au moins 3 produits agro-météorologiques (bulletins, des avis d'alerte précoce et des informations climatologiques) sont diffusés régulièrement</p>	<p>Rapports du SMC et CRDE ; Rapports d'évaluation à mi parcours; Rapport d'évaluation finale</p>	<p><i>Hypothèses</i> formation effective en agro-météorologie des techniciens et des cadres</p> <p>Les techniciens formés restent au sein de l'Unité agro-météorologique créée</p> <p>ressources humaines et experts disponibles pour mener à bien cette tâche</p>

	2.3. % des agriculteurs interrogés jugeant favorablement l'utilité des informations diffusées		Aucun agriculteur ne reçoit d'information agro-météorologique au démarrage du projet		50% des agriculteurs interrogés jugent les informations utiles	Registres des agriculteurs (base de données CRDE) Enquêtes auprès d'un échantillon des agriculteurs	<i>Hypothèses</i> Disponibilité et accès à l'information  Bonne implication des Communautés dans le projet
2.1 Un système adapté est en place pour collecter, rassembler, interpréter, stocker et diffuser les données sur les conditions agro-météorologiques pertinentes pour l'adaptation au changement et aux aléas climatiques	2.1.1 Mise en place d'un système agro-météorologique avec trois (3) unités agro-météorologiques dans les trois îles	AMAT : 2.1.2.1 <i>Type and No. of monitoring systems in place</i> . <i>Number and type of monitoring systems</i>	Il n'existe pas de système agro-météorologique au démarrage du projet		Un système agro-météorologique est mis en place, ainsi que 3 unités agro-météorologiques	Rapport d'activité du SMC et La liste des éléments indispensables au fonctionnement du système	<i>Hypothèses</i> formation effective en agro-météorologie des techniciens et des cadres  Les techniciens formés restent au sein de l'Unité agro météorologique créée  ressources humaines et experts disponibles
	2.1.2 Mise en place d'un centre agro-météorologique national fonctionnel avec 8 stations additionnelles, 3 stations synoptiques et une station d'altitude et le système pour récolter, rassembler, interpréter et diffuser les données avec les procédures et méthodologies adaptées	AMAT : 2.1.2.1 <i>Type and No. of monitoring systems in place</i> . <i>Number and type of monitoring systems</i>	Il n'existe pas de centre agro-météorologique au démarrage du projet	8 stations additionnelles, 3 stations synoptiques et une station d'altitude sont installées	Un centre agro-météorologique est opérationnel avec 8 stations additionnelles, 3 stations synoptiques et une station d'altitude fonctionnelle	Rapports d'activité du SMC ; Rapports de formation - cadre de personnel du SMC	<i>Hypothèses</i> formation effective en agro-météorologie des techniciens et des cadres  Les techniciens formés restent au sein de l'Unité agro-météorologique créée  ressources humaines et experts disponibles pour faire fonctionner le système  les équipements fournis par le projet (stations etc.)

							sont efficacement maintenus
2.2 Les capacités du personnel du Service météorologique comorien pour soutenir la production des conseils agricoles visant la résilience dans le secteur sont renforcées	2.2.1 Nombre de personnel formé sur l'agro-météorologie (désagrégé par thème)	AMAT 2.2.1.1 N° of staff trained on technical adaptation themes (per theme) – disaggregated by gender)	Pas de technicien en poste capable d'opérer le système au démarrage du projet.	Identification d'au moins 1 technicien et demande de formation	9 techniciens formés pour opérer le système et répartis dans les trois îles	Rapports d'activités du SMC Rapports de formation Cadre de personnel du SMC	<i>Hypothèses</i> formation effective en agro-météorologie des techniciens et des cadres  Le SMC compte avec l'équipe minimale requise
	2.2.2 le SMC participe à des réseaux agro-météorologiques continentaux et régionaux (1= mauvais (inférieur ou égal à 1); 2= bon (2); 3= très bon (supérieur à 2)		Jugé mauvais au démarrage du projet car aucune participation à des réseaux continentaux et régionaux à l'exception de l'ANACM qui fait partie de l'OMM		Le SMC participe à des réseaux agro-météorologiques continentaux et régionaux et atteint le Niveau 3	Rapports du Service Météorologique et des experts en charge de la formation Entretien auprès des cadres responsables	<i>Hypothèses</i> Ressources humaines disponibles pour assurer cette tâche  Accès à l'internet  Appui efficace du PNUD
2.3 Le système agro-météorologique permet de développer et diffuser des produits utilisables au niveau de la vulgarisation agricole et d'intégrer les données agro-météorologiques à l'appui conseil agricole	2.3.1 Nombre de techniciens agricoles effectivement engagés dans la diffusion des informations au niveau local (CRDE)		Pas de capacité au niveau des CRDE au démarrage du projet	Au moins deux techniciens formés pour chaque CRDE	Au moins deux techniciens formés pour chaque CRDE	Rapports d'activités et plans opérationnels des CRDE ; Bulletins et moyens de diffusion de l'information ; Rapports d'activités CRDE.	<i>Hypothèses :</i>  Les techniciens CRDE mis à disposition pour participer au système  Formation effective des techniciens CRDE

	2.3.2 % des populations ciblées qui ont accès à l'information agro météorologique		Les agriculteurs ne reçoivent pas d'information agro-météorologique au démarrage du projet	40% des agriculteurs reçoivent des informations agro-météorologiques	60% des agriculteurs reçoivent des informations agro-météorologiques	Rapports d'activités et plans opérationnels des CRDE ; Enquêtes auprès d'un échantillon des agriculteurs	<i>Hypothèses</i> Disponibilité et accès à l'information  Bonne implication des Communautés dans le projet
<b>Effet 3: Des pratiques agricoles résilientes au climat sont adoptées et promues grâce à des partenariats entre les structures d'encadrement agricoles, y compris les CRDE, les ONG, les OCB et le secteur privé dans les six sites vulnérables sur la Grande Comore, à Anjouan et à Mohéli ; et les principales chaînes de valeurs agricoles / principaux produits agricoles de l'Union des Comores sont plus résilients au changement climatique</b>	3.1. % d'exploitants agricoles (désagrégé par sexe) des six sites qui incorporent des pratiques et techniques d'adaptation au changement climatique promues par le projet selon les différents types de culture	PNUD : Indicateur 7.1 AMAT: 3.1.1 % of targeted groups adopting adaptation technologies by technology type (% disaggregated by gender)	Ensemble des sites : 22% Dont : Hommes : 84,9% Femmes : 15,1% (cf. tableau 17, colonne « appui extérieur »)	40 % exploitants agricoles (dont 40% femmes) ont implanté les pratiques et techniques dans leur exploitation	80%exploitants agricoles (dont 40% femmes) ont implanté les pratiques et techniques dans leur exploitation	Registres (et/ou fiches) de suivi tenus par les CRDE / registres d'agriculteurs	<i>hypothèses</i>  Disponibilité des techniques d'adaptation  Acceptabilité des techniques d'adaptation par les exploitants

	3.2 Augmentation du rendement dans les parcelles ayant bénéficié des techniques d'adaptation, des semences selon l'avis des bénéficiaires		Ensemble des sites: 12,6% Dont Hommes : 68,8% Femmes : 31,2%  (cf. tableau 18, somme de toutes les colonnes à l'exception de la première (réponse NON))		60% (dont 40% des femmes) des personnes interrogées considèrent qu'il y a une augmentation des rendements	Résultats enquête Registres (et/ou Fiches) de suivi du CRDE / registres d'agriculteurs.	<i>Hypothèses :</i>  Disponibilité des semences résilientes  Partenaires du projet (y compris le PNUD) doivent s'assurer de la qualité des semences de manière scientifique avant leur diffusion  Acceptabilité des semences résilientes par les exploitants
3.1 Un système participatif est en place pour assurer la dissémination de techniques et pratiques agricoles et d'élevage reproductibles augmentant la résilience des systèmes de production au changement et à la variabilité climatiques dans les 6 régions pilotes	3.1.1. Nombre de techniques et pratiques priorisées effectivement disséminées (au niveau du CRDE et/ou de producteurs pilotes) par type	AMAT : 3.1.1.1 <i>Type of adaptation technologies transferred to targeted groups</i>	les CRDE et les producteurs pilotes au démarrage du projet n'ont pas encore disséminées des techniques et/ou des pratiques. L'Hypothèse de départ est de zéro technique et/ou pratique disséminée.	Dans chaque zone, 4 techniques effectivement disséminées	Dans chaque zone, au moins 4 techniques effectivement disséminées	Fiches de suivi du CRDE / plans de travail CRDE Registres CRDE et partenaires Données fiches de suivi parcelles démonstratives et de multiplication des techniques ciblées	<i>Hypothèses</i>  Disponibilité des techniques d'adaptation  Acceptabilité des techniques d'adaptation par les exploitants  Le gouvernement met un personnel suffisant à disposition des CRDE
	3.1.2 Nombre de paysans formateurs effectivement responsables de parcelles démonstratives et/ou de multiplication des techniques ciblées (dont		Paysan formateur au démarrage du projet. 0 Paysan Formateur	25 paysans formateurs	25 paysans formateurs	Fiches de suivi de parcelles; Rapports CRDE	<i>Hypothèses</i> Les Paysans formateurs sont identifiés et formés  Les Paysans Formateurs sont motivés et tous les

	% femmes et jeunes de moins de 35 ans)						moyens sont mis en œuvre pour leur permettre de travailler
3.2 Des Infrastructures communautaires durables et reproductibles sont établies pour lutter contre l'érosion, collecter l'eau de pluie et permettre la micro irrigation sur des sites appropriés <sup>3</sup>	3.2.1. Nombre d'aménagements hydrauliques et anti érosifs établis et effectivement gérés par les associations villageoises	PNUD : indicateur 7.2	20 aménagements hydrauliques au démarrage du projet (cf. détail tableau 11)	Dans l'ensemble des sites, au moins 6 aménagements tous types confondus effectivement disséminés	Dans l'ensemble des sites d'intervention, 28 aménagements supplémentaires tous types confondus effectivement disséminés (cf. tableau 12)	Registres CRDE et partenaires  Données fiches de suivi parcelles démonstratives et de multiplication	<i>Hypothèses</i> Associations villageoises opérationnelles  Disponibilité en eau  Formation des « leaders » paysans sur la gestion des aménagements
	3.2.2. Nombre (ou %) de producteurs bénéficiaires des aménagements hydrauliques pour des besoins agricoles (dont % femmes et jeunes de moins de 35 ans)		Au niveau national 13% de la population en moyenne et 9% dans les zones rurales a accès à l'eau aux Comores	20% des agriculteurs dans l'ensemble du site ont accès à l'eau pour des besoins agricoles	40% des agriculteurs dans l'ensemble des sites ont accès à l'eau pour des besoins agricoles	Fiches de suivi CRDE/ registres d'agriculteurs	<i>Hypothèses</i> Associations villageoises opérationnelles  Disponibilité en eau  Formation des « leaders » paysans sur la gestion des aménagements
3.3 Les CRDE facilitent des partenariats permettant de fournir des services de vulgarisation et d'appui pour l'adaptation aux changements climatiques des systèmes de production	3.3.1 Nombre de CRDE réhabilités et opérationnels : 1. équipe technique et administrative en place 2. infrastructure et équipements 3. plans de travail budgétisés et collecte de données 4. comité de pilotage fonctionnel		Les CRDE n'ont qu'une partie du personnel prévu dans le décret de création et le comité de pilotage n'est pas effectif dans tous les CRDE (Voir tableau 4)	6 CRDE opérationnels	6 CRDE opérationnels avec personnel permanent	Rapports CRDE et projet Documents plan de travail et comité de pilotage CRDE	<i>Hypothèses :</i>  Le MPEEIA assume les coûts de l'affectation permanente d'un noyau de techniciens  Le gouvernement met un personnel suffisant à disposition des CRDE

<sup>3</sup>Cet indicateur a été calculé à partir des informations récoltées à postériori auprès des CDRE car l'information récoltée à partir des questionnaires n'était pas pertinente.

vulnérables sur l'ensemble des sites du projet							
	3.3.2 Nombre de producteurs qui reçoivent effectivement des services de vulgarisation (ex. formation sur la production des technologies ; initiatives de démonstration et d'adaptation de technologies nouvelles) fournis par les CRDE		Ensemble des sites : 32,7 % dont Hommes : 60,5% Femmes : 39,5% (cf. tableau 22)	60% des producteurs reçoivent effectivement des services de vulgarisation (dont 40% de femmes et 40% de jeunes)	80% des producteurs reçoivent effectivement des services de vulgarisation (dont 40% de femmes et 40% de jeunes)	Plans de travail des CRDE ; Registres CRDE ; fiches de suivi ; Registres groupements d'agriculteurs (si disponible)	<i>Hypothèses :</i> Le MPEEIA assume les coûts de l'affectation permanente d'un noyau de techniciens Le gouvernement met un personnel suffisant à disposition des CRDE Les producteurs ont été bien sensibilisés et adhèrent à la démarche du projet
3.4 Des initiatives pilotes (Banques de céréales & magasins d'intrants) sont mises en place dans le cadre de partenariats pour assurer la fourniture d'intrants, équipements et services nécessaires pour la multiplication des techniques d'adaptation	3.4.1 Nombre de producteurs bénéficiaires de fourniture d'intrants, équipements et services et qui les utilisent dans le cadre des initiatives pilotes (dont % femmes et jeunes inférieur ou égal à 35ans)		Il n'existe pas d'initiative au démarrage du projet	Au moins 30% des producteurs bénéficient des initiatives pilotes (dont 40% de femmes et 40% de jeunes)	60% des producteurs bénéficient des initiatives pilotes (dont 40% de femmes et 40% de jeunes)	Plans de travail des CRDE ; Registres CRDE ; fiches de suivi ; Registres groupements d'agriculteurs (si disponible)	<i>Hypothèses :</i> Le gouvernement met un personnel suffisant à disposition des CRDE  Les producteurs ont été bien sensibilisés et adhèrent à la démarche du projet
3.5 Des alternatives viables ont été identifiées à l'utilisation du bois de chauffe pour la distillation d'ylang-ylang	3.5.1 Nombre d'unités pilotes alternatives mises en place par l'utilisation des énergies renouvelables		il n'existe pas d'unités mises en place par l'utilisation des énergies renouvelables dans les zones d'intervention du projet	une unité installée	Deux unités pilotes installées à la fin du projet (1 Anjouan et 1 Mohéli)	Rapports du projet	<i>Hypothèses :</i> Des alternatives viables au point de vue économiques sont identifiées
3.6 Les conditions pour la mise en place d'un système de	3.6.1 Nombre d'organisations de producteurs de produits		Il n'y a pas d'organisation de producteurs de rente impliquée dans la mise en	Au moins une (1) organisation locale de producteurs	Au moins trois (3) organisations locales de	Rapports d'avancement spécifiques de	<i>Hypothèses :</i> Des options de certification faisables et

certification verte inclusive aux Comores ont été définies et pilotées sur des filières retenues	de rente impliquées dans la mise en œuvre pilote de certification pilotée sur un exemple de filière basée sur les petits producteurs		œuvre de système de certification pilote dans les zones d'intervention du projet	d'ylang ou girofle participant à la mise en place du système de certification pilote	producteurs d'ylang ou girofle participant à la mise en place du système de certification pilote	l'activité par le CRDE et les consultants Rapports du projet	garantissant une plus value aux producteurs sont identifiées
--	--	--	--	--	--	---	--

**ANNEXE B : LISTE DES DOCUMENTS A EXAMINER PAR LES EVALUATEURS**

---

- **DOCUMENT DU PROJET**
- **RAPPORT D'EXAMEN A MI-PAROURS**
- **RAPPORTS D'ACTIVITES ANNUELS**
- **RAPPORT SUR LA SITUATION DE REFFERENCE DU PROJET RAPPORT DE MISE EN OEURVRE ANNUEL (PIR)**
- **CADRE DE SUIVI-EVALUATION DU PROJET**
- **PROCES VERBAUX DES REUNIONS DU COMITE DE PILOTAGE**
- **AUTRES DOCUMENTS UTILES**

## ANNEXE C : GRANDES LIGNES DU RAPPORT D'EVALUATION<sup>4</sup>

---

- i. Page d'introduction :
  - Titre du projet financé par le FEM et soutenu par le PNUD
  - N° d'identification des projets du PNUD et du FEM
  - Calendrier de l'évaluation et date du rapport d'évaluation
  - Région et pays inclus dans le projet
  - Programme opérationnel/stratégique du FEM
  - Partenaire de mise en œuvre et autres partenaires de projet
  - Membres de l'équipe d'évaluation
  - Remerciements
- ii. Résumé
  - Tableau de résumé du projet
  - Description du projet (brève)
  - Tableau de notations d'évaluation
  - Résumé des conclusions, des recommandations et des enseignements
- iii. Acronymes et abréviations  
(Voir : Manuel de rédaction du PNUD<sup>5</sup>)
- 1 Introduction
  - Objectif de l'évaluation
  - Champ d'application et méthodologie
  - Structure du rapport d'évaluation
- 2 Description et contexte de développement du projet
  - Démarrage et durée du projet
  - Problèmes que le projet visait à régler
  - Objectifs immédiats et de développement du projet
  - Indicateurs de base mis en place
  - Principales parties prenantes
  - Résultats escomptés
- 3 Conclusions  
(Outre une appréciation descriptive, tous les critères marqués d'un (\*) doivent être notés<sup>6</sup>)
- 3.1 Conception/Formulation du projet
  - Analyse ACL/du cadre des résultats (Logique/stratégie du projet ; indicateurs)
  - Hypothèses et risques
  - Enseignements tirés des autres projets pertinents (par exemple, dans le même domaine focal) incorporés dans la conception du projet
  - Participation prévue des parties prenantes
  - Approche de réplification
  - Avantage comparatif du PNUD
  - Les liens entre le projet et d'autres interventions au sein du secteur
  - Modalités de gestion
- 3.2 Mise en œuvre du projet
  - Gestion adaptative (modifications apportées à la conception du projet et résultats du projet lors de la mise en œuvre)

---

<sup>4</sup>Le rapport ne doit pas dépasser 40 pages au total (en excluant les annexes).

<sup>5</sup> Manuel de style du PNUD, Bureau des communications, Bureau des partenariats, mis à jour en novembre 2008

<sup>6</sup> Utilisation d'une échelle de notations de six points : 6 Très satisfaisant, 5 : Satisfaisant, 4 : Partiellement satisfaisant, 3 : Partiellement insatisfaisant, 2 : Insatisfaisant et 1 : Très insatisfaisant. Voir la section 3.5 à la page 37 pour plus d'explications sur les notations.

- Accords de partenariat (avec les parties prenantes pertinentes impliquées dans le pays/la région)
- Commentaires provenant des activités de suivi et d'évaluation utilisés dans le cadre de la gestion adaptative
- Financement du projet :
- Suivi et évaluation : conception à l'entrée et mise en œuvre (\*)
- Coordination au niveau de la mise en œuvre et de l'exécution avec PNUD et le partenaire de mise en œuvre (\*) et questions opérationnelles

### 3.3

#### Résultats des projets

- Résultats globaux (réalisation des objectifs) (\*)
- Pertinence(\*)
- Efficacité et efficience (\*)
- Appropriation par le pays
- Intégration
- Durabilité (\*)
- Impact

### 4

#### Conclusions, recommandations et enseignements

- Mesures correctives pour la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet
- Mesures visant à assurer le suivi ou à renforcer les avantages initiaux du projet
- Propositions relatives aux orientations futures favorisant les principaux objectifs
- Les meilleures et les pires pratiques lors du traitement des questions concernant la pertinence, la performance et la réussite

### 5

#### Annexes

- TR
- Itinéraire
- Liste des personnes interrogées
- Résumé des visites sur le terrain
- Liste des documents examinés
- Tableau des questions d'évaluation
- Questionnaire utilisé et résumé des résultats
- Formulaire d'acceptation du consultant en évaluation